



RNC-Ihuriro



FDU-Inkingi

22 mars 2013
Communiqué de presse

Déferer le seigneur de guerre Bosco Ntaganda devant la Cour Pénale Internationale et mettre en place de la mission internationale d'intervention rapide à l'Est du Congo sont deux urgences capitales.

Les Forces Démocratiques Unifiées (FDU-Inkingi) et le Congrès National Rwandais (RNC-Ihuriro) remercient tous ceux qui ont contribué au transfert rapide du général Bosco Ntaganda. Ce suspect notoire, surnommé à juste titre le "terminator", est accusé de divers crimes de guerre et contre l'humanité incluant notamment des viols, des meurtres, des pillages ainsi que l'enrôlement d'enfants-soldats.

Le 17 Août 2012 à La Cour Pénale Internationale (CPI) de la Haye, nos organisations ont déposé une plainte contre le Président Kagame et ses complices. Nous espérons que son transfert devant la Cour permettra enfin d'accélérer les enquêtes plus élargies et plus approfondies sur les crimes et exactions qui ont décimés des millions de rwandais et de congolais. Ces crimes sont suffisamment documentés dans le Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo, Août 2010. S'agissant en particulier des crimes perpétrés par le M23, ces derniers sont bien étayés dans le Rapport final du Groupe des experts de l'ONU sur le M23 du 12 octobre 2012 ainsi que dans les rapports des organisations des droits de l'homme, en particulier Human Rights Watch.

Pour votre rappel, Bosco Ntaganda est né en 1973 à Kinigi, petit village situé dans les chaînes de montagnes de Virunga au Rwanda. Peu après, sa famille s'installe à Ngugu dans le Masisi au nord Kivu. En 1990, âgé de 17 ans, Bosco Ntaganda rejoint le FPR, rébellion dont la branche militaire était dirigée par l'actuel chef de l'Etat rwandais Paul Kagame. Il va ensuite servir successivement dans l'armée rwandaise (1990-1995), l'AFDL (1996), le RCD (1999), l'UPC(2003), CNDP (2003), l'armée congolaise (2004), enfin le M23 (2012). Il en sait trop sur les crimes organisés par Kagame dans cette sous-région. La paix et la sécurité dans la région des Grands lacs exigent que soit mis d'abord fin à l'impunité.

Nous espérons qu'une enquête établira les complicités et l'assistance logistique dont il a bénéficié pour quitter Kibumba au Congo, traverser la frontière rwandaise, atteindre et pénétrer en toute sécurité dans l'enceinte de l'ambassade hyper-sécurisée des Etats-Unis, sans être repéré ni arrêté par l'armée omniprésente et omnipotente de Kagame. Il a été établi par plusieurs organisations internationales indépendantes que le gouvernement

rwandais a créé, formé et armé le M23 et qu'il a toujours été le parrain de ce chef rebelle rwandais de naissance, lequel n'a par ailleurs jamais demandé la nationalité congolaise.

Aussi, les manœuvres dilatoires du gouvernement de Paul Kagame pour légitimer l'autre faction de M23 en vue d'entraver le déploiement de la force africaine d'intervention rapide doivent être dénoncées et portées en échec. Il faut par contre accélérer ce déploiement décidée à Addis-Abeba en Ethiopie par les Chefs d'Etat et de gouvernement, en vue d'assurer la mission visant à restaurer la paix dans la région, la souveraineté de la RDC et mettre fin aux crimes contre l'humanité et des crimes de guerres qui sévissent dans le Kivu. A cet égard, nous soutenons sans réserve les efforts consentis par le pays membres de la SADC pour sécuriser l'est de la RDC.

Les organisations politiques de l'opposition rwandaises, notamment les Forces Démocratiques Unifiées (FDU-Inkingi) et le Congrès National Rwandais (RNC-Ihuriro), les membres de la société civile rwandaise exilés, et tous ceux qui se soucient des victimes martyrisés de cette région, sont disponibles pour apporter leurs témoignages en vue de déférer devant la Cour Pénale Internationale tous les autres criminels encore en liberté, complices de Bosco Ntaganda.

Comité de coordination des Forces Démocratiques Unifiées (FDU-Inkingi)
Coordinateur
Dr. Nkiko Nsengimana
Lausanne, Suisse

Comité intérimaire du Congrès National Rwandais (RNC-Ihuriro)
Coordinateur
Dr. Théogène Rudasingwa
Washington DC, USA